

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE M<sup>ME</sup> PAULINE MAROIS,  
VICE-PREMIÈRE MINISTRE ET MINISTRE D'ÉTAT À  
L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES**

**CONGRÈS ANNUEL DES MANUFACTURIERS ET  
EXPORTATEURS DU CANADA 2001**

**Montréal, 24 septembre 2001**

(La version prononcée prévaut)

Mesdames,

Messieurs,

Je suis très heureuse d'être parmi vous pour la 58<sup>e</sup> édition du congrès annuel des manufacturiers et des exportateurs du Canada. Cette rencontre m'offre l'occasion de vous parler d'innovation et de productivité, mais aussi de la situation économique et budgétaire du Québec de même que de la conjoncture très particulière avec laquelle les gouvernements et les entreprises doivent composer actuellement.

Votre association a plus de 50 ans, un demi-siècle de mémoire où vous avez été témoins et acteurs de la transformation d'une économie traditionnelle au sortir de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, vers une économie de savoir élevé au début du millénaire. C'est dire aussi qu'à travers plus de 50 ans d'histoire, vous avez déjà traversé avec succès cycles économiques, bouleversements socio-politiques et changements technologiques multiples. À vivre dans un monde en perpétuel changement, vous avez appris à lire l'environnement et à vous adapter.

Aujourd'hui, nous ne pouvons bien entendu passer sous silence la tragédie du 11 septembre dernier, date qui restera gravée pour

toujours dans nos mémoires. Elle a déchiré le ciel et le cœur du monde, et mis en veilleuse certaines de nos certitudes. Nous pouvons bien être ministre des Finances ou dirigeants d'entreprises, nous sommes d'abord des êtres humains. Nous avons tous pensé d'abord aux victimes, à leurs proches, à leurs amis. Nous connaissons sans doute, tous et toutes, au moins une personne qui a été directement touchée. Mais au-delà de la compassion, le premier choc passé, notre devoir est de considérer les conséquences de ces événements pour l'économie et les entreprises. Les exportations vers les marchés américains sont la plupart du temps au centre de la stratégie de développement de vos entreprises et je comprends vos interrogations et vos inquiétudes face à l'évolution d'une situation qui se modifie à chaque jour.

J'aimerais toutefois prendre un instant pour vous rappeler notre lecture de la conjoncture avant les événements tragiques survenus à New York et Washington.

Déjà, depuis le début de l'année, la croissance de l'économie américaine donnait des signes de ralentissement : 1,3 % au premier trimestre de 2001 et 0,2 % au second trimestre et il n'y a

malheureusement pas de doute que les résultats du troisième trimestre seront inférieurs à ce que nous espérons.

Durant les derniers mois, ce ralentissement de l'économie américaine a fait reculer nos exportations, et ce recul a été particulièrement important dans le secteur du matériel informatique et de télécommunication.

Cependant jusqu'en septembre, les ménages québécois sont demeurés confiants et leur demande a été relativement soutenue. Depuis décembre 2000, les ventes au détail ont progressé de 2,4 % dont 9,1 % pour les ventes automobiles. Il faut souligner aussi une hausse de 5 100 unités dans les mises en chantier depuis décembre 2000, tandis que les reventes d'habitations existantes ont progressé de 7,3 %. Enfin, l'emploi, sans connaître une performance spectaculaire, a continué de progresser puisque 21 600 emplois ont été créés entre décembre 2000 et août 2001, soit trois fois plus que dans l'ensemble du Canada.

Si bien qu'au moment de présenter la dernière synthèse des opérations financières du gouvernement québécois, préparée juste avant la tragédie du 11 septembre, j'ai évoqué les signaux mixtes que nous pouvions percevoir dans l'économie mais j'ai

tout de même exprimé l'espoir que le rythme de croissance s'accélère le plus rapidement possible à notre frontière sud, notre grand marché d'exportations.

Rappelons-nous qu'avant les attentats terroristes de New York et de Washington, les experts prédisaient une reprise de l'économie américaine d'ici la fin de 2001 et en 2002, en raison notamment d'une baisse des taux d'intérêt de 300 points de base depuis le début de l'année et de baisses d'impôt de 55 MM\$ US annoncées par l'administration Bush.

Dans ce contexte, quel sera l'impact de la crise vécue par les États-Unis et plus précisément, quels en seront les effets sur notre économie ?

Comme vous, j'aimerais avoir des certitudes. Mais, il est encore trop tôt et il subsiste encore trop d'inconnues pour établir des pronostics crédibles. La vigueur de notre économie est fortement liée à celle des États-Unis et il est certain que les attentats de New York et de Washington ont accru sensiblement l'incertitude dans l'environnement économique.

Et, depuis quelques jours, suite aux attentats et aux réactions qu'ils suscitent, faute d'indication concrète sur l'économie, les

yeux des acteurs économiques et financiers suivent attentivement les activités boursières. Or, depuis le 11 septembre, l'indice S&P 500 a chuté de 12 % et de TSE 300 de 11 %. L'ampleur de cette baisse est encore plus importante dans les secteurs d'activité directement touchés à la suite des attentats. Dans les autres secteurs d'activité, je crois qu'il faut y voir ce que nous pourrions appeler un indice d'incertitude qui, il faut l'espérer, s'atténuera au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

Nul ne peut douter toutefois qu'à court terme, l'impact des événements de la semaine dernière a été négatif et plusieurs d'entre vous, exportateurs pour la plupart, ont été probablement aux prises avec les difficultés reliés au transport aérien, au ralentissement des déplacements frontaliers ou bien encore avec les difficultés d'opération vécues dans le secteur financier.

Rien dans notre histoire ne peut nous guider puisque heureusement, cette tragédie n'avait pas de précédent comparable. Mais, il arrive que des événements malheureux aient des conséquences imprévues. Avec toutes les réserves humaines et techniques qui s'imposent, j'aimerais évoquer la crise du verglas au Québec en 1998. Au moment où l'économie du Québec était littéralement enlisée dans les glaces et la grande région de Montréal privée d'énergie électrique, il était difficile

d'anticiper qu'après avoir chuté de 2,5 % en janvier, le PIB réel progresserait de 3,1 % dès février 1998. Après une catastrophe, la vie revient et les agents économiques sont là, présents au rendez-vous.

Rapidement après les attentats, les banques centrales ont réagi pour injecter des liquidités dans le système bancaire et elles ont abaissé les taux d'intérêt de 50 points de base. De plus, des dépenses additionnelles très importantes sont déjà engagées ou à prévoir pour la sécurité, le nettoyage, la reconstruction et les dépenses militaires. Le Canada et particulièrement le Québec sont de bons fournisseurs de l'état de New York et on peut s'attendre à une forte demande en matériel de construction et de communication.

Malgré les répercussions des attentats terroristes aux États-Unis, et au-delà des effets positifs liés à la reconstruction, je crois que plusieurs facteurs favorisent une reprise de la croissance économique au Québec.

En effet, les baisses d'impôt et autres mesures budgétaires augmenteront le revenu disponible des ménages et la baisse du taux d'intérêt à court terme contribuera à stimuler la croissance de l'économie. De plus, les entreprises américaines ayant déjà

réduit considérablement leurs inventaires, elles devraient produire davantage pour satisfaire la demande, ce qui favoriserait la reprise des exportations québécoises.

Notre économie bénéficie de bases solides qui sont renforcées par une gestion publique saine et rigoureuse. Ces conditions réunies, déjà gages de succès économiques en temps normal, sont pour l'heure, une garantie de notre capacité à gérer correctement un passage difficile. J'entends pour ma part redoubler de vigilance et être extrêmement attentive aux développements de la conjoncture. Le plus important actuellement, c'est de poser les bons gestes au bon moment.

C'est dans cet esprit que je vous annonce, dès aujourd'hui, que les PME pourront profiter d'une mesure fiscale qui leur permettra de disposer immédiatement de liquidités additionnelles. Ainsi, les PME ayant moins de 15 millions de capital versé, auront au moins six mois supplémentaires pour verser les acomptes provisionnels d'impôt et de taxe sur le capital qui devaient être remis en octobre. Cette mesure permettra aux PME de bénéficier de liquidités temporaires de 175 millions de dollars.

J'ai adopté cette mesure parce que nous savons déjà que de nombreuses entreprises, particulièrement dans les secteurs du tourisme, du transport de même que les entreprises exportatrices ont été touchées suite aux événements terroristes et que les plus petites d'entre elles risquent de manquer temporairement de liquidités.

Comme je vous le disais il y a un instant, il faut agir au bon moment, de la bonne façon. Avec les autres membres du gouvernement, nous suivons attentivement, je dirais même quotidiennement, la situation.

Sur un plan plus large mais, dans le même esprit, j'ai demandé qu'un examen de la situation économique au Canada soit ajouté à l'ordre du jour de la rencontre des ministres des Finances qui se tiendra en octobre. Cette concertation est particulièrement importante au moment où le ministre des Finances du Canada jongle avec de multiples hypothèses. Mes discussions récentes avec certains de mes homologues des autres provinces m'ont montré à quel point ils sont sensibles, eux aussi, à ce besoin d'agir en concertation.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons nous appuyer sur la solidité de nos acquis et nous rappeler les succès accomplis.

L'assainissement de nos finances publiques et les modifications structurelles apportées à notre économie nous positionnent avantageusement pour faire face à la situation actuelle.

Au cours des dernières années, le Québec a su prendre sa place sur des marchés de plus en plus ouverts. Notre PIB de plus de 220 milliards de dollars canadiens se compare à celui de la Suisse et de la Suède. Quant au PIB du Québec per capita, il est supérieur de 7 % à la moyenne de celui des pays de l'OCDE, il est comparable à celui de l'Allemagne et du Japon, et supérieur à celui de la France et du Royaume-Uni.

Nos progrès économiques ont connu un élan particulier durant les quatre dernières années tant aux plans conjoncturel que structurel. Selon l'Institut de la statistique du Québec, la croissance du Québec en 2000 a atteint 4,7 %. C'est plus du double du taux de croissance moyen de 2,1 % observé depuis 20 ans et c'est une croissance supérieure à la moyenne des pays du G-7 qui est de 3,3 %. Et il est opportun de souligner que c'est un taux de croissance légèrement supérieur à la moyenne canadienne.

Plus de 300 000 emplois ont été créés au Québec depuis quatre ans, dont plus de 94 % à temps plein et, fait

particulièrement encourageant, les jeunes de 15 à 24 ans en ont été les grands bénéficiaires.

La santé financière du Québec s'est grandement améliorée depuis les quatre dernières années et l'équilibre budgétaire a été retrouvé. Cet effort d'assainissement des finances publiques est le résultat d'une volonté politique forte et je suis particulièrement fière du travail rigoureux que nous avons accompli. Alors que le déficit s'élevait à 5,8 MM \$ en 1994-1995, nous avons réalisé un excédent de 500 millions de dollars en 2000-2001. Cette discipline budgétaire a permis une diminution substantielle du poids de notre dette en proportion du PIB et surtout, le rétablissement de notre crédibilité auprès des marchés financiers.

Enfin, nous avons pu réinvestir des sommes importantes dans les services publics, particulièrement dans la santé, et, il ne faut pas l'oublier, réduire les impôts des particuliers de 11 milliards de dollars sur trois ans. Ces baisses d'impôt arrivent à un moment très propice pour soutenir la consommation et l'économie.

Nous avons fait cela tout en constituant une réserve budgétaire de 950 millions de dollars, réserve particulièrement stratégique dans les circonstances actuelles.

Nous avons réalisé cela grâce à une gestion rigoureuse, bien sûr, mais aussi grâce à la croissance économique des quatre dernières années, et celle-ci doit beaucoup à la vigueur exceptionnelle des investissements privés qui ont augmenté de près de 50 % entre 1996 et 2000. Cette progression, encouragée par le gouvernement du Québec, est plus rapide que celle de la moyenne canadienne qui est de 37,4 %.

L'essor économique du Québec n'aurait pu s'accomplir si nous étions restés fermés sur nous-mêmes et si nous n'avions su saisir les extraordinaires occasions de développement offertes par l'ALENA, un marché de plus de 400 millions de consommateurs, dont 130 millions vivent dans un rayon de 1000 kilomètres. Voici sans aucun doute notre meilleur atout, notre plus grande chance de développement.

D'ailleurs, la percée soutenue du Québec sur les marchés étrangers s'est traduite par une forte croissance des exportations. Celles-ci sont passées 48,7 % du P.I.B. en 1994 à plus de 60 % aujourd'hui. Nos exportations internationales de marchandises ont plus que triplé depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA. Environ 86 % sont destinées aux États-Unis et le Québec est maintenant le septième exportateur sur le marché américain.

Nous avons su saisir avec succès les occasions de marché qui nous étaient offertes, mais nous n'aurions sûrement pu accomplir ce virage si nous nous étions cantonnés sur nos acquis, sans être attentifs aux besoins des marchés d'une part, mais surtout sans remettre en question nos méthodes de travail, nos façons de faire pour laisser la place à l'innovation, à la créativité et aux nouvelles technologies.

L'innovation permet aux entreprises et aux sociétés de se dépasser, de découvrir de nouveaux produits, de nouvelles façons de faire ou d'accomplir mieux ce qu'elles faisaient déjà. L'innovation exige une certaine humilité. Elle ne craint pas de questionner, de remettre en question pour chercher une efficacité supérieure et une rationalisation des moyens.

Ma responsabilité ministérielle à l'égard du dossier de la Recherche, de la Science et de la Technologie m'incite à vous exprimer toute ma fierté pour les entreprises québécoises qui ont su négocier avec succès le virage vers une économie davantage axée sur les industries de savoir élevé, ma fierté aussi pour toutes les entreprises qui oeuvrent dans des secteurs plus traditionnels et qui ont su faire d'immenses gains de productivité et d'efficacité, grâce à l'usage de nouvelles technologies et de nouveaux moyens de gestion.

Je l'ai mentionné précédemment, le gouvernement du Québec a su réunir les conditions favorables pour que les investisseurs bénéficient d'un environnement d'affaires stimulant et plus compétitif. Je constate aujourd'hui que les résultats sont probants.

En terminant, je voudrais ajouter que, si nous devons tous faire une lecture serrée des événements, poser rapidement les gestes les plus appropriés, il faut demeurer confiant dans l'avenir. Je crois que d'une manière générale en Amérique, nous pouvons capitaliser sur les bases d'une saine économie, qui nous permettra de passer au travers des turbulences actuelles. Au Québec, nous avons travaillé très fort pour assainir nos finances publiques et nous n'avons pas l'intention de baisser la garde. Nos finances sont saines et notre économie est mieux adaptée et plus robuste que par le passé. Tout en demeurant vigilants, nous pourrons, au besoin, apporter les ajustements nécessaires pour maintenir le cap sur la croissance, pour que tous et chacun puissent en cueillir les fruits - présents et à venir.

Merci de votre attention.